

*À l'aune du Manifeste de l'Éveil:
façonner le travail social de demain*

États généraux du travail social

2023-2024

Contribution écrite

Jean-Marc Fontan – Sociologue, UQAM, PhiLab

Septembre 2023 – Montréal

Table des matières

| | |
|---|---|
| INTRODUCTION | 4 |
| POURQUOI LE TRAVAIL SOCIAL ?..... | 4 |
| QUEL BILAN FAIRE DE LA STRATÉGIE RÉFORMISTE ?..... | 5 |
| FACE À LA CRISE GLOBALE ET MONDIALE, UNE TRANSITION EST EN COURS, DES CHOIX S'IMPOSENT..... | 6 |
| QUELLE LICENCE SOCIALE POUR LE TRAVAIL SOCIAL ?..... | 7 |
| QUATRE PROPOSITIONS POUR S'ENGAGER COLLECTIVEMENT..... | 8 |
| CONCLUSION | 9 |

Cadrage professionnel

Jean Marc Fontan est professeur au [département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal](#). Il est spécialisé dans le domaine de la sociologie économique et travaille sur les thèmes de l'économie sociale, des actions collectives de lutte contre la pauvreté, de la revitalisation socio-territoriale, de la philanthropie subventionnaire, de l'innovation sociale et de la recherche partenariale. Il dirige la [collection innovation sociale aux Presses de l'Université du Québec](#). Il codirige, avec Peter Elson (Victoria University), le [Réseau canadien de recherche partenariale sur la philanthropie](#) (PhiLab).

Résumé de la contribution et sommaire des propositions

Résumé de la contribution

Face à la crise globale et mondiale, une révision de la licence du travail social s'avère incontournable. À la posture réformiste fondée sur la gestion des urgences sociales, le travail social peut étendre son action en se définissant comme un acteur social à portée systémique afin d'agir sur les grandes orientations culturelles en place. Il s'agirait alors de participer à l'effort collectif requis pour initier une transition sociale et écologique juste.

Sommaire des propositions

P-1 : Rendre l'écosystème du travail social actif en le transformant en un acteur social critique et subversif.

P-2 : Scinder ce rôle d'acteur social en deux voies complémentaires d'action :

- de un, il s'agirait de travailler au cœur des systèmes organisationnels et institutionnels en place, ce qui permettrait de répondre aux « urgences sociales »;
- de deux, il faudrait développer de nouvelles scènes d'action afin :
 - (1) d'innover socialement et écologiquement;
 - (2) d'explorer un nouvel imaginaire promoteur d'un nouvel horizon; et de
 - (3) faire percoler les apprentissages et les options gagnantes pour changer et transformer la trame matricielle des sociétés de la modernité déclinante.

P-3 : Émanciper le travail social de la position dominée ou subalterne dans laquelle il se trouve face à l'État.

P-4 : Que le travail social participe à l'éveil de nos consciences et au développement d'un nouvel esprit du temps promoteur d'une transition sociale et écologique juste.

Introduction

Les « États généraux 2023-2024 du travail social » posent une question centrale.

Comment le travail social pourra-t-il répondre de manière engagée aux enjeux et aux besoins de la société québécoise en constante évolution et transformation?

Il est difficile de ne pas être interpellé par cette question, laquelle soulève une interrogation préalable : *pourquoi le travail social ?*

Il m'apparaît important de rappeler la raison d'être fondamentale du travail social afin de pouvoir, dans un deuxième temps, présenter une posture de repositionnement de la licence sociale de cette discipline scientifique et de ce champ de pratiques professionnelles.

La posture que nous présenterons tiendra compte de la nature de la crise globale et mondiale qui affecte l'ensemble des sociétés de la planète, et, plus particulièrement, la société québécoise. Une crise qui demande un éveil de nos consciences¹ pour être en mesure d'en mitiger les effets.

Pourquoi le travail social ?

Selon l'Association internationale des écoles de travail social (10 juillet 2014) :

Le travail social est une pratique professionnelle et une discipline. Il promeut le changement et le développement social, la cohésion sociale, le développement du pouvoir d'agir et la libération des personnes. Les principes de justice sociale, de droit de la personne, de responsabilité sociale collective et de respect des diversités sont au cœur du travail social...

Cette définition reflète bien le contexte d'émergence de cette pratique professionnelle et discipline scientifique. Au 19^e siècle, la modernité libérale s'inscrit dans une matrice civilisationnelle étatiste et capitalistique qui s'est étendue à l'échelle de la planète. Face à cette hégémonie émergente, les options matricielles promues par le socialisme utopique ont été incapables de déclasser « l'ordre moderne ». L'instauration d'une proposition civilisationnelle socialiste et utopiste n'ayant pas été probante et effective, une voie alternative et complémentaire d'actions s'est développé dès le milieu du 19^e siècle. Sous la forme d'une approche réformiste, parfois subversive et radicale, plus souvent accompagnatrice de l'ordre établi et promotrice d'innovations sociales, nous observons, sur plus de 150 années, le déploiement de voies provocatrices, parfois percutantes et effectives, de changement et de transformation des arrangements organisationnels et institutionnels dominants. Le travail

¹ Sur l'éveil de nos consciences, voir : Jean-Marc Fontan, Juan-Luis Klein et Vincent van Schendel (2023). *L'Éveil. Manifeste pour un horizon culturel émancipateur et un nouvel ordre civilisationnel* [<https://manifeste-veil.uqam.ca/>].

social, d'une part, l'économie sociale et solidaire, d'autre part, ont été au cœur d'une approche réformiste qui a largement fait ses preuves dans les limites conférées par une modernité en constant renouvellement.

Fondamentalement, le travail social a historiquement invité les acteurs sociaux à éradiquer les inégalités sociales, à promouvoir la cohésion sociale, à susciter des formes de développement porteuses de justice sociale et promotrices d'émancipation... La définition de l'Association est claire en ce sens : le travail social ne propose pas un nouvel ordre civilisationnel. Il œuvre au cœur du système moderne, libéral étatiste et capitalistique, et voit à ce que ce dernier limite ses effets dévastateurs sur des communautés et des populations marginalisées, parfois oubliées et souvent aliénées de leurs droits et responsabilités.

Quel bilan faire de la stratégie réformiste ?

À la fin du premier quart du 21^e siècle, force est de constater que le pari du réformisme social-démocrate, toujours légitime, a perdu de sa pertinence malgré son évolution fructueuse sur plus de 150 années. Cette perte de pertinence est attribuable à deux facteurs.

Premièrement, malgré des gains importants, la question sociale du paupérisme et des inégalités sociales n'a pas été réglée. Elle est toujours présente. Des progrès ont été faits dans les pays du centre, mais, d'une part, leur généralisation au Sud fait terriblement défaut, et, d'autre part, plusieurs des acquis historiques au Nord sont fortement menacés par une montée en force du conservatisme et une expansion du tout au marché.

Deuxièmement, l'enjeu écologique, absent du radar définitionnel de l'Association internationale des écoles de travail social, ne peut plus être invisibilisé, comme il le fut au moment où le travail social s'est développé. Le réchauffement climatique, la perte de biodiversité, l'épuisement des nappes phréatiques et des sols, la déforestation, la pollution des océans... font en sorte que l'écosystème naturel planétaire se transforme en défaveur de la pérennisation du vivant et en faveur d'un hyper extractivisme des écosystèmes naturels.

La crise globale et mondiale, caractérisée par le renouvellement de la question sociale jumelé aux dérèglements écologiques, nous somme d'agir pour mitiger les conséquences de cette situation. Une grande transformation de la matrice civilisationnelle s'avère donc nécessaire.

Le Québec, pour faire face à cette urgence, doit mobiliser ses forces vives – dont celle de la grande mouvance du travail social – afin de générer une coalition en mesure de penser et déployer rapidement, à notre échelle territoriale et en fonction de nos capacités certes limitées mais importantes, les conditions favorables à une transition sociale et écologique juste.

Face à la crise globale et mondiale, une transition est en cours, des choix s'imposent

Ne nous faisons pas d'illusion, une transition est en cours. Le monde réel est en mutation. Cette transition est plurielle et emprunte plusieurs avenues d'action.

La première est profondément conservatrice. Elle se pare des habits de l'hyper capitalisme et d'un étatismes mandarin². Cette avenue – reposant sur le tout au marché, un État minimaliste, une société civile placebo, une science au service du développement inégal... –, promeut un avenir reposant sur l'intelligence artificielle, le recul des frontières humaines aux confins du système solaire (Lune, Mars...), le développement des biotechnologies, l'hyperconsommation, le sur-enrichissement ...

Une deuxième avenue transitionnelle repose sur l'enjeu énergétique. Les élites économiques et politiques sont en voie de s'entendre sur la démonisation des énergies fossiles. Le mot d'ordre solutionnaire consiste remplacer les énergies fossiles par des « énergies dites propres ». C'est l'apanage d'une économie en processus de circularité, laquelle permettrait de surfer sur une nouvelle vague développementale à coups d'électrification, d'hydrogénisation et de recyclage...

Soyons réalistes, ces deux avenues de travail sont inadéquates pour surmonter la crise globale et mondiale. D'où l'exploration actuelle d'autres avenues.

Une troisième avenue de travail tient pleinement compte de la question sociale et de l'enjeu écologique. Selon cette posture, il ne peut y avoir de transition sans règlement des inégalités et une prise en compte effective de la dimension écologique. Cette approche est promue par un ensemble de mouvances sociales, dont font partie les mouvements de la décroissance³ et du convivialisme⁴. Selon ces mouvances, il s'agirait de miser sur un développement décent, soucieux du social et respectueux de l'écologie pour mitiger avec efficacité, efficience et pertinence la crise globale et mondiale.

² Voir Alain Cotta (2018). *L'hyper capitalisme mondial*, Paris, Odile Jacob.

³ « La décroissance est une vision politique et éthique fondée sur la prise de conscience des limites physiques du modèle productiviste... La décroissance propose la relocalisation de la puissance et la sortie du productivisme, l'avènement de sociétés sobres, sevrées de la consommation de masse et capables de fabriquer elles-mêmes leurs outils » (<https://ideas4development.org/penser-decroissance-transition-ecologique/>).

⁴ « Convivialisme est le nom donné à tout ce qui, dans les doctrines et les sagesse, existantes ou passées, laïques ou religieuses, concourt à la recherche des principes permettant aux êtres humains à la fois de rivaliser pour mieux coopérer et de progresser en humanité dans la pleine conscience de la finitude des ressources naturelles et dans le souci partagé du soin du monde. Philosophie de la convivance, de l'art de vivre ensemble, il n'est pas une nouvelle doctrine qui viendrait se surajouter aux autres en prétendant les annuler ou les dépasser radicalement. Il est le mouvement de leur interrogation réciproque fondée sur le sentiment de l'extrême urgence dans laquelle nous nous trouvons face aux multiples menaces qui planent sur l'avenir de l'humanité. Il entend retenir ce qu'il y a de plus précieux dans chacune des sagesse dont nous sommes les héritiers » (<https://convivialisme.org/extraits/chapitre2/>).

La quatrième avenue de travail est fondée sur un grand acte révolutionnaire : celui proposé par l'écologie sociale, profonde ou radicale⁵. La vision d'une société au-dessus de la nature est dénoncée au profit d'une vision faisant des sociétés humaines une composante de l'écosystème naturel terrestre⁶. La posture de se considérer « parmi d'autres espèces » est centrale pour faire de l'humanité une partie prenante non hégémonique de l'écosystème naturel planétaire. Cette avenue, à très forte valeur utopique, demanderait un re-fondement complet de notre ordre civilisationnel.

Face à ces quatre avenues, le travail social, sous les appareils de son Association internationale, aura avantage à donner un sens profond au mot « *engagement* » mentionné dans la question posée par les États généraux. Cet engagement, selon moi, consisterait à adopter une position claire sur le sens politique et culturel à donner à l'actionnalisme du travail social.

Quelle licence sociale pour le travail social ?

Compte tenu de son histoire, le travail social a peu d'acointance avec les scénarios de l'hyper capitalisme et de l'écologie profonde. Historiquement, il trouve plus de résonance dans les scénarios proposant une transition énergétique ou une transition sociale et écologique juste. Face à cette réalité, un choix s'impose entre ces deux avenues de travail.

Sur la transition énergétique, la licence sociale du travail social pourrait se contenter de légers amendements ou accommodements. Il s'agirait de verdir la définition du travail social présentée précédemment en incluant les mots appropriés : développement durable, justice environnementale, équité intergénérationnelle... Cette option reposerait sur l'hypothèse qu'il serait possible de mitiger technologiquement les changements climatiques et qu'une fois cet enjeu réglé, le développement, sous ses formes, pourrait poursuivre le rêve des penseurs des Lumières. Mais voilà, comme je l'ai indiqué, malgré tous les efforts déployés au fil des 150 dernières années, s'il n'y a pas eu réelle atténuation de la question sociale, je vois difficilement comment une transition énergétique à elle seule représenterait une voie capable d'endiguer les problèmes écologiques. En limitant la portée de la transition à la question des énergies renouvelables, on cadenas la subversivité de cette option, laquelle représente alors un leurre.

Il demeure l'option d'une transition sociale et écologique juste. Pour aller dans cette direction, la licence sociale du travail social devrait être revue en profondeur. Une révision qui tiendrait compte de l'échec historique face aux inégalités sociales afin de coconstruire un modèle civilisationnel fondé non plus sur des classes économiques (propriété privée, valeur marchande, hyper productivisme et consumérisme, sur enrichissement et grande pauvreté,

⁵ Voir : Arne Næss (2008). *Écologie, communauté et style de vie*, Paris, MF éditions; Murray Bookchin (2018). *Pour un municipalisme libertaire*, Lyon, Atelier de création libertaire.

⁶ Sur cette proposition de renouer avec la Nature et de se reconnecter au sol, voir : Bruno Latour (2017). *Où atterrir?* Paris, La Découverte.

externalités négatives...), mais sur des classes écologiques⁷ (externalités positives, développement décent, productivisme et consumérisme responsables, circularité, économie sociale et solidaire, valeur de partage et d'usage, univers du « commun »⁸, *buen vivir*⁹...).

En mots clairs et précis, le travail social devrait devenir « politique » au sens d'être présent sur la scène culturelle de l'action politique effective, critique et subversive.

Quatre propositions pour s'engager collectivement

Face à la crise globale et mondiale quatre propositions sont à considérer pour paver la voie à un re-fondement de la licence sociale du travail social.

La première proposition consisterait à rendre l'écosystème du travail social actif en le transformant en un acteur social critique et subversif. Un acteur qui se doterait d'une vision et d'un horizon pour camper son action, pour cadrer ses alliances, pour mobiliser des ressources afin de participer pleinement et activement au re-fondement d'une modernité déclinante.

La deuxième proposition demanderait de scinder ce rôle d'acteur social en deux voies complémentaires d'action. D'une part, il s'agirait de travailler au cœur des systèmes organisationnels et institutionnels en place, ce qui permettrait de répondre aux « urgences sociales ». D'autre part, il faudrait développer de nouvelles scènes d'action afin (1) d'innover socialement et écologiquement, (2) d'explorer un nouvel imaginaire promoteur d'un nouvel horizon et de (3) faire percoler les apprentissages et les options gagnantes pour changer et transformer la trame matricielle des sociétés de la modernité déclinante. Cette stratégie ambidextre d'action est nécessaire pour ne pas se déconnecter des publics cibles du travail social et pour assurer leur connexion à un ordre social porteur d'une nouvelle forme de cohésion sociale. Survivre pour un monde meilleur exige d'agir pour la survie et d'encadrer cette dernière dans des alternatives décentes.

La troisième proposition viserait à émanciper le travail social de la position dominée ou subalterne dans laquelle il se trouve face à l'État. La nature même du travail social repose sur une relation de dépendance à l'égard de l'État (principalement) ou de philanthropes (de façon complémentaire). La montée en puissance du travail social reposera sur la capacité de l'État, du mécénat ou de la philanthropie subventionnaire à changer leur façon de comprendre le rôle et la place du travail social dans la société. Sur ce point, des alliances sont requises, tant auprès

⁷ Sur la proposition de former une nouvelle classe écologique, voir le texte de : Latour Bruno et Schultz Nikolaj (2022). « Mémo sur la nouvelle classe écologique : comment faire émerger une classe écologique consciente et fière d'elle-même », Paris, La Découverte, Empêcheurs de penser en rond.

⁸ Pour une application parlante du commun, voir l'expérience italienne : Vercellone Antonio, *L'expérience des biens communs en Italie. Espaces urbains, propriété privée, droits fondamentaux*, Sens-Public, 1628, 2022.

⁹ Sur la notion de *buen vivir*, voir : Mónica Chuji, Grimaldo Rengifo et Eduardo Gudynas, « Généalogie et horizons du "buen vivir" », Dialogue global, 13-01, avril 2023, p. 27-28.

d'autres écosystèmes sociaux que de mouvements sociaux, le tout, afin d'exercer les pressions nécessaires sur l'État et le secteur philanthropique pour qu'ils se redéfinissent et reconsidèrent leurs « modèles d'affaires ». Il importe ainsi de générer une scène d'action où ces derniers seront amenés à négocier de bonne foi la teneur et l'ampleur des mandats qui incombent au travail social.

La quatrième proposition serait d'ordre pédagogique. Le travail social devra participer activement à la démonstration qu'un « autre monde, qu'une autre réalité » sont possibles. L'espoir à lui seul peut difficilement être vecteur de changement. La transformation de l'espoir en des réalités salvatrices est un processus essentiel reposant sur l'éveil de nos consciences. Sans démonstration pédagogique forte prouvant que le changement et les transformations à portée émancipatrice le deviendront réellement et seront bénéfiques, cela conduira inévitablement à un échec et à un ressac. Un nouvel esprit du temps s'avère donc nécessaire, lequel reposera sur l'éveil de nos consciences à une nouvelle futurité¹⁰. Il importera que le travail social participe à cet éveil de nos consciences et au développement d'un nouvel esprit du temps promoteur d'une transition sociale et écologique juste.

Ces quatre propositions, de façon différente, représentent le cadran du compas de la quête à entreprendre pour la survie de l'humanité.

Une quête du graal misant sur le maintien d'un ordre social où l'humanité sera appelée à continuer sa domination sur le vivant et à s'en tenir à un extractivisme sans bornes du non-vivant.

Face à cette option, il y a celle d'une quête d'harmonie proposant un recentrage développemental et un contrôle à exercer sur la tyrannie des désirs insatiables, des besoins non essentiels et des aspirations démesurées, où l'humanité acceptera d'être partie prenante d'un ordre écologique et social à respecter.

Conclusion

Dans cette contribution écrite, j'ai fait le choix de ne pas aborder l'enjeu de l'impact de la nouvelle gestion publique sur la pratique professionnelle actuelle du travail social ou sur les voies de développement de sa dimension disciplinaire.

J'ai aussi décidé de ne pas centrer mon analyse sur la transformation des réalités sociales ou des situations territoriales traitées par des travailleur·e·s sociaux.

¹⁰ Pour John R. Commons, « la futurité est le champ mental des idées d'un but à réaliser dans le futur immédiat ou éloigné, par les moyens d'activités présentes s'empressant d'aller de l'avant vers ce dessein » (*The Economics of Collective Action*, New York: Macmillan Company, p. 193).

J'ai enfin choisi de ne pas porter mon attention sur la détérioration des conditions de travail qui affectent ce secteur d'intervention.

Je suis conscient que d'autres contributions écrites aborderont ces thèmes avec beaucoup plus d'aplomb, de justesse et de pertinence que j'aurai pu le faire.

Enfin, je reconnais que ces contributions, en matière d'analyses et de propositions, sont très importantes, mais leur contenu demeure insuffisant.

D'où la décision de porter mon attention sur la dimension transformatrice du travail social.

En faisant référence à l'éveil de nos consciences et au besoin de tisser un nouvel esprit du temps, j'indique clairement qu'une partie de l'énergie du travail social de nature scientifique et professionnel doit se tourner vers l'avenir. Se tourner vers l'avenir comme l'a fait toute une génération d'organiseurs et d'organisatrices communautaires lorsqu'ils ou elles ont fondé leurs interventions sur le développement du pouvoir d'agir individuel, collectif et territorial.

Cet espace particulier d'une « organisation communautaire » tournée vers l'avenir représente, dans sa volonté de s'attaquer aux racines des problèmes individuels, collectifs et territoriaux, un héritage avec lequel il importe de renouer tout en renouvelant ses bases aux nouvelles réalités caractérisant la crise globale et mondiale.

Le Manifeste de l'Éveil fournit en ce sens une grille de lecture et une feuille de route pour définir un monde pluriel renouant avec le « commun » ou le « bien vivre » pour tous et toutes sera au rendez-vous.